

Écoutez les podcasts du Soir

Retrouvez le podcast quotidien du Soir pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

ÉNERGIE

L'industrie fossile continue de d... des « bombes carbone »

A ce jour, 425 « bombes climatiques » sont recensées dans le monde. Chacune devrait causer l'émission d'au moins un milliard de tonnes de CO₂. Entre 2020 et 2022, au moins vingt nouvelles bombes ont été mises en exploitation, selon une enquête collaborative. Une frénésie d'investissements qui va à l'encontre des engagements sur le climat et qui fait douter de la bonne volonté des compagnies pétrolières, mais aussi du secteur bancaire.

SUITE DE LA UNE

JOËL MATRICHE
BERNARD PADOAN
(AVEC CARBONBOMBS.ORG PROJECT)

Le Giec l'a dit récemment, l'Agence internationale de l'Énergie le dit aussi, Greenpeace et le mouvement climatique le disent depuis des années : il faut absolument arrêter d'ajouter des nouvelles sources d'énergie fossile, charbon, pétrole ou gaz », insiste Mathieu Soete, expert Climat et Énergie chez Greenpeace Belgique. « Il faut aussi cesser de conclure des contrats de longue durée, ou de construire de nouvelles infrastructures fossiles qui vont nous enfermer dans l'utilisation de ces énergies pendant des décennies. »

Le temps presse d'autant plus, ressort-il de l'enquête qu'ont menée *Le Soir*, *De Tijd* et d'autres médias internationaux en s'appuyant sur les données compilées par les associations Data for Good et Eclaircies sur la plateforme CarbonBombs.org, que depuis le recensement de juillet 2022, au moins vingt méga exploitations, qui n'étaient alors que des projets, ont été mises en activité. Dans le même temps, deux seulement ont fermé leurs portes.

Globalement et sans surprise, c'est en Chine que la déflagration risque d'être la plus forte : on y dénombre une bombe carbone sur trois (141), pour un total prévu de 333 mégatonnes de CO₂. Suivent, loin derrière, les États-Unis avec 28 bombes carbone, dont le Bassin permien, une zone grande comme sept fois la Belgique, à cheval sur le Texas et le Nouveau-Mexique et dont le sous-sol est gorgé de gaz et de pétrole. Viennent ensuite, pour compléter le quinté, la Russie, l'Arabie saoudite et l'Australie.

L'Europe n'est pas exempte de ces gigantesques gisements de pollution : un en Bulgarie, un en Serbie, deux en Norvège, deux en Allemagne – les mines de charbon géantes à ciel ouvert

de Hambach et de Garzweiler – et un en Grèce. Des projets existent aussi en Ukraine, au Danemark, en Pologne (lire ci-contre) et au Royaume-Uni. Selon l'étude de Kjell Kühne, les bombes climatiques ont produit, en 2019, 45 % du pétrole et du gaz et 25 % du charbon dans le monde.

Un bilan en totale contradiction avec la feuille de route Net Zero Roadmap, dressée en 2021 par l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) – et encore répétée le mois dernier dans la version actualisée de ce rapport – afin d'atteindre la neutralité carbone au milieu du siècle. Cet objectif n'est envisageable, note l'agence, que si est dès à présent abandonnée l'idée d'exploiter de nouveaux gisements d'énergies fossiles. Intrinsèquement liée à la limitation du réchauffement du climat, la neutralité carbone a pour principe que d'ici 2050, toute émission de gaz à effet de serre devra être compensée de manière équivalente par la séquestration de molécules de CO₂. Etant entendu que selon les estimations, les puits naturels de carbone – sols, forêts et océans – ne peuvent éliminer qu'entre 9,5 et 11 gigatonnes de dioxyde de carbone par année. Pour parvenir à la neutralité, l'humanité n'a donc d'autre choix que diminuer drastiquement ses émissions.

Chercheurs d'or noir

L'acquisition, il y a trois semaines, de l'américain Pioneer Natural Resources par son compatriote ExxonMobil pour 59,5 milliards de dollars, afin de renforcer sa présence dans le Bassin permien, fait pourtant douter de la foi des compagnies pétrolières en un monde décarboné. Et accrédite une analyse des données de Rystad Energy par l'ONG Global Witness effectuée en avril 2022 et selon laquelle les vingt plus grandes sociétés d'extraction d'hydrocarbures prévoient d'investir 932 milliards de dollars d'ici fin 2030 pour exploiter de nouveaux gisements de gaz et de pétrole.

Selon les chiffres étudiés par les médias partenaires du projet CarbonBombs.org, le groupe ExxonMobil exploite à lui seul seize bombes climatiques, la plupart aux États-Unis, mais aussi au Canada, en Guyane, au Kazakhstan, en Argentine et dans le golfe Persique. Ce qui reste néanmoins loin derrière China Energy Investment Corp Ltd, gestionnaire de 41 méga gisements. Le français Total Energies est en quatrième position, derrière Saudi Aramco, la compagnie nationale saoudienne et le groupe chinois HKSCC. « Ces dernières semaines, on a vu que le Qatar a conclu des contrats avec TotalEnergies, Shell et Eni pour une durée de... 27 ans », reprend Mathieu Soete, de Greenpeace. « On est partis pour des livraisons de vastes volumes de gaz fossile vers l'Europe jusqu'au début des années 2050 ! »

« Nous continuons à investir dans de nouveaux projets pétroliers pour répondre à la demande mondiale encore croissante, qui selon nos projections, devrait se stabiliser jusqu'à 2030 puis décroître, notamment dans les pays en voie de développement », répond la porte-parole de TotalEnergies. « En 2022, TotalEnergies a produit 1,46 million de barils de pétrole par jour. En 2050, ce ne seront plus que 200 à 300.000 barils de pétrole par jour et ce pétrole sera notamment utilisé dans la pétrochimie pour produire environ 10 mégatonnes par an de polymères,

dont les deux tiers proviendraient de l'économie circulaire ». Et d'ajouter que « dans des scénarios publics dits APS (compatibles avec l'Accord de Paris), il est indiqué que la demande mondiale de pétrole devrait atteindre son pic en 2030 puis commencer à décliner, mais moins vite que le taux de déclin naturel des champs pétroliers. De nouveaux projets sont donc nécessaires. »

Une justification qui laisse sceptique le directeur de l'AIE, Fatih Birol. « Si nous voulons atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement à 1,5 °C, il n'y a pas d'autre solution que de diminuer de façon substantielle l'utilisation de gaz, de charbon et de pétrole », commente-t-il pour *Le Soir* et *De Tijd*. « Et si la consommation diminue, il n'y a pas besoin d'investissements à large échelle dans de nouveaux champs gaziers ou pétroliers, ou dans des mines de charbon. »

Les financiers

La mise en œuvre et l'exploitation des bombes climatiques ne sont possibles qu'au prix de très lourds investissements, et elles ne sont donc envisageables qu'avec l'accompagnement d'institutions financières. Selon les données rassemblées par les auteurs du projet CarbonBombs.org, la signature des Accords de Paris en 2015 n'a par exemple pas refroidi la banque américaine JPMorgan, puisqu'entre 2016 et 2022, celle-ci s'est impliquée auprès des opérateurs de 78 projets de bombes climatiques, pour un total de 142 milliards de dollars (134 milliards d'euros). Au total et selon les chiffres connus, le secteur bancaire américain s'est engagé, directement ou indirectement, dans le financement de ces bombes climatiques à hauteur de 525 milliards de dollars, juste derrière les acteurs financiers chinois (541 milliards). La France, essentiellement re-

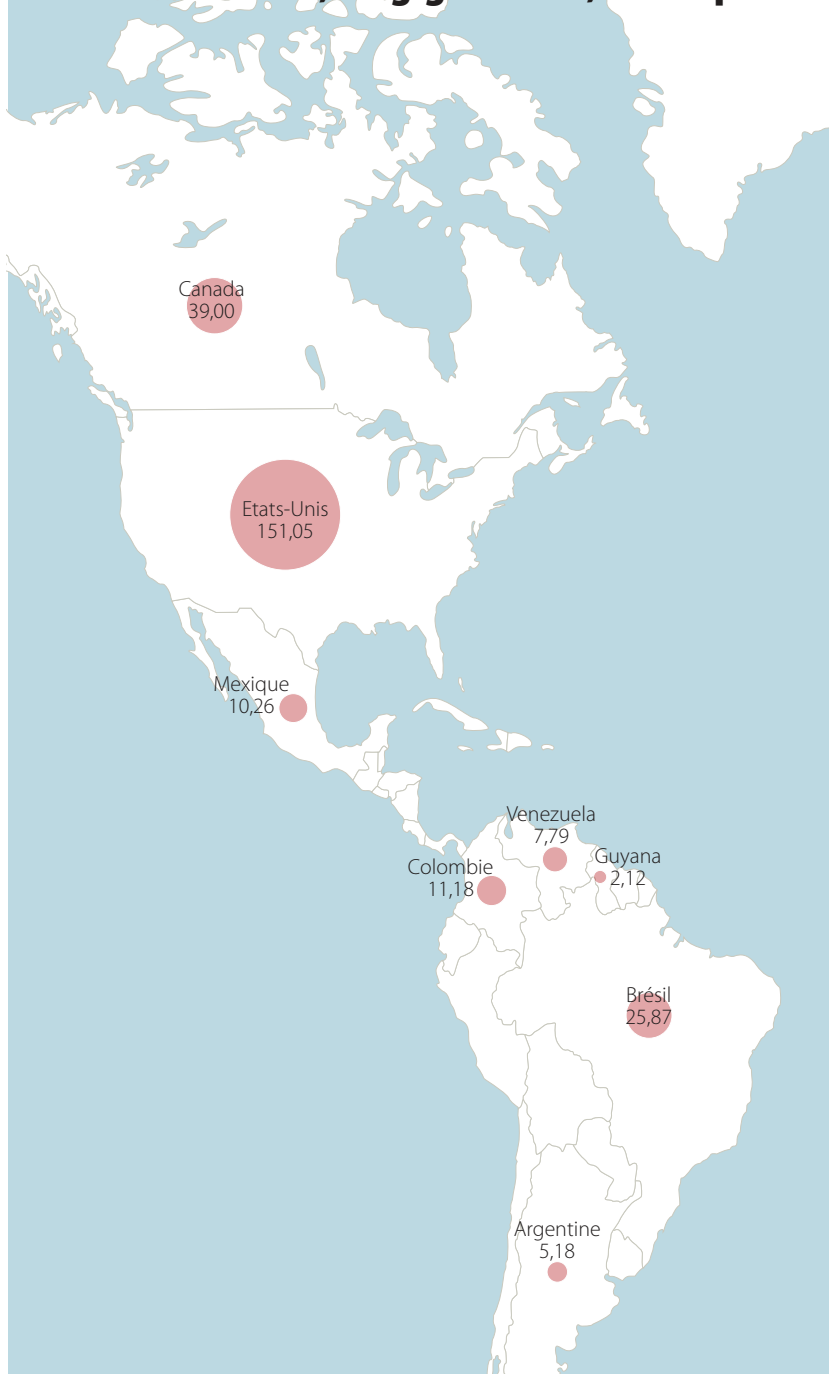


On est partis pour des livraisons de vastes volumes de gaz fossile vers l'Europe jusqu'au début des années 2050

Mathieu Soete
Expert Climat et Énergie
chez Greenpeace Belgique



Emissions de CO₂, en gigatonnes, correspondantes



KROLL

